

un expert pour comprendre Lundi 2 avril 2012

L'approche néolibérale sera essentielle pour les défis du XXI^e siècle

Par Graziano Lusenti*

L'approche néolibérale sera essentielle pour les défis du XXI^e siècle Pour relancer la machine économique, il faudra se résoudre à des mesures impopulaires, qui responsabilisent l'individu

* Dr sc. polit., conseiller pour investisseurs institutionnels, Lusenti Partners LLC, Nyon, g.lusenti@lusenti-partners.ch

Lors de récentes élections régionales dans la Sarre, le Parti libéral allemand (FDP), partenaire junior de la coalition au pouvoir à Berlin, a récolté en tout et pour tout les voix de 6000 électeurs, 1,7% à peine des votes exprimés; dans ce Land comme dans presque tous les autres, le parti est en voie d'extinction. Dans le même temps pourtant, le parti des Pirates récoltait 7,4% des votes, et même 9% quelques semaines plus tôt dans les élections régionales de Berlin.

En Suisse, l'érosion des partis libéraux classiques s'est confirmée lors des dernières élections fédérales: le mariage de raison, il y a quelques années, entre radicaux et libéraux, n'a guère suscité de passions, les électeurs ayant jugé que ce vieux couple, qui se côtoie depuis trop longtemps, n'était décidément plus très sexy... De leur côté, les verts libéraux ont toutefois réussi à s'imposer auprès de nouveaux groupes d'électeurs et à démontrer que la problématique du développement durable n'était pas l'apanage de la gauche rose-verte. Sur un plan plus général, dans de nombreux pays – la Russie, par exemple, après les expériences brutales des années 1990 – «libéral» et «libéralisme» sont pratiquement des gros mots, voire des insultes, un peu comme «bandits» ou «voleurs». Comment donner sens à tout cela?

Tout se passe comme si électeurs et consommateurs, un peu partout dans le monde, réduisaient désormais le libéralisme à sa seule dimension économique; comme si les dérives de la finance, la «financiarisation» de l'économie et de la vie sociale, les méfaits de la globalisation ou encore l'explosion de la crise économique puis financière étaient directement imputables à un libéralisme sans foi ni loi, à l'action de démiurges fous manipulant à leur gré les marchés et les masses. C'est aller bien vite en besogne et oublier que le libéralisme ne se réduit pas à sa seule dimension économique, mais occupe au contraire la totalité du champ de l'expérience et de l'activité humaine – et qu'il est d'abord une pensée politique et sociale: focalisation sur l'individu, défense des libertés humaines contre l'emprise de l'Etat (liberté d'expression tout autant que liberté de commerce), responsabilité de l'individu, défense de la concurrence (en matière d'idées tout autant que de produits ou services) et bienfaits du fonctionnement des marchés.

Certes, on peut déplorer – et nous figurons au nombre de ceux qui le font – que le riche héritage des penseurs libéraux du XIX^e – ces grands classiques que sont John Adam Smith, John Locke, David Hume, David Ricardo, John Stuart Mill, Benjamin Constant, Alexis de Tocqueville et d'autres – et leurs continuateurs au XX^e siècle – Max Weber, l'école néolibérale viennoise avec Friedrich Hayek; Raymond Aron en France; ou encore l'école néolibérale de Chicago autour de Milton Friedman – imprègnent

moins directement l'action et la vie politiques ou économiques contemporaines. Mais dans le même temps, nous nous réjouissons que leurs épigones modernes intègrent – parfois sans le savoir – nombre de réflexions, d'expériences et de règles développées par ces «pères fondateurs». Ainsi, les liens qui relient vertus libéraux, libertariens (une mouvance très développée aux Etats-Unis) ou encore Pirates européens de tous ordres aux «ancêtres» et entre eux sont souvent subtils et indirects, voire contradictoires – mais l'éclosion et l'affirmation de ces mouvements attestent que le libéralisme, dans ses formes originelles et vivifiantes, est plus dynamique que jamais: si le «libéralisme de papy» se meurt, longue vie à ses petits-fils déjantés! Car tout laisse à croire que la vision, les approches et solutions néolibérales seront incontournables pour affronter les énormes défis du XXI^e siècle. Nous aimerions l'illustrer avec deux exemples: le vieillissement démographique et les assurances sociales d'une part, la problématique du développement durable de l'autre.

Le vieillissement démographique ne concerne pas que les pays développés de la zone OCDE: la politique de l'enfant unique poursuivie en Chine depuis l'ère de Mao Zedong risque bien d'en faire un pays vieux à un rythme encore plus stratosphérique que celui de sa croissance économique depuis trente ans! Mais en la matière, l'Europe est vraiment mal lotie: hélas, au rythme où vont les choses, le Vieux Continent devient inexorablement le continent des vieux et des pauvres. Mais comment, sans croissance économique robuste, financer les différentes assurances sociales, partout onéreuses? Pour relancer la machine économique, pour financer les prestations promises en matière de couvertures retraite ou maladie, il faudra bien se résoudre à des mesures impopulaires, qui responsabilisent l'individu: libéralisation des marchés du travail, réduction des prestations étatiques, du rôle et de l'emprise de l'Etat, abaissement de la fiscalité. Il importe que ces dispositions soient discutées, négociées, qu'elles bénéficient d'un réel soutien populaire – et qu'elles soient mises en œuvre de manière responsable et solidaire.

On fête cette année les 20 ans de la conférence de Rio, qui a officialisé la problématique du développement durable sur la scène internationale. C'est-à-dire: vingt ans de traités étatiques vite bafoués, de sommets intergouvernementaux de la dernière chance reportés sine die, de chiffres officiels catastrophiques maquillés ou simplement tus, d'énormes promesses jamais tenues, de mauvaise foi sous toutes ses formes. Et pourtant, à sa manière, «Rio» a été un véritable succès: elle a libéré les forces vives de la société civile et produit une éclosion sans précédent, dans presque tous les pays, sur le plan local et de manière décentralisée, d'initiatives individuelles concrètes, de projets modestes, parfois chaotiques, souvent novateurs, presque toujours bien ciblés, réalisés à moindres coûts et avec efficacité – sans déperditions bureaucratiques excessives.